

CUBA: L'ÉCONOMIE CHANGE, L'ÉTAT AUTORITAIRE CONTINUE...

En réponse aux dernières manifestations pacifiques de dissidents, fin 2020 et début 2021, le régime a annoncé l'extension de la réglementation des mesures de sécurité, interdisant les rassemblements dans les quartiers de La Havane où l'élite puissante de Cuba vit et travaille habituellement: les zones des ministères et des bâtiments gouvernementaux, ainsi que les magasins touristiques.

Bien que l'histoire officielle fixe le début de la *Révolution cubaine* avec l'entrée triomphale des *Barbudos* à La Havane le 1^{er} janvier 1959, ce n'est que le 16 avril 1961 que Fidel Castro a déclaré le caractère socialiste de cette Révolution. Mais la réalité de la vie quotidienne des travailleurs cubains a depuis lors démenti le prétendu objectif émancipateur de cette révolution. Non seulement parce que le socialisme castriste est une simple expression caribéenne du socialisme soviétique - en réalité un capitalisme d'État - mais aussi parce qu'il a été une excuse dialectique de Fidel Castro et de la bureaucratie castriste pour s'emparer du pouvoir et s'y maintenir.

Au-delà des discours et des proclamations, la réalité est que cette Révolution n'a jamais essayé de remplir la promesse d'éradiquer l'exploitation capitaliste ou de supprimer les différences de classe. C'est pourquoi, à Cuba, les touristes et les Cubains qui ont des dollars ont pu profiter de tout, alors que la majorité a vécu dans la pénurie et certains même dans la misère depuis les premiers jours de la Révolution jusqu'à aujourd'hui, comme ont pu le vérifier tous ceux qui ont voyagé à Cuba tout au long de ces 62 ans de Révolution.

Une réalité aggravée pendant la «*période spéciale*» - provoquée par l'effondrement de l'Union soviétique - au cours de laquelle les Cubains ne pouvaient pas entrer, et encore moins acheter, dans les magasins pour les diplomates. Cette pratique de l'apartheid, qui en est venue à englober les marchés, les hôtels, les hôpitaux et les centres de loisirs, en plus de l'apartheid politique. Une pratique autoritaire constante de la Révolution qui a empêché tous les changements apportés - de l'intérieur et de l'extérieur de la Révolution - pour la démocratiser et rendre possible un socialisme réellement émancipateur. Par conséquent, les seuls changements produits n'ont été que ceux nécessaires pour que tout reste inchangé et sans modifier la relation traditionnelle entre l'élite et la société.

Limites et direction des changements

Il n'est donc pas surprenant que les changements - qui ont commencé à se produire dans les années 1990 avec la chute du camp socialiste et encore plus depuis que Fidel a laissé la direction de l'État à son frère Raúl en 2006 - se soient concentrés dans la sphère économique afin d'ouvrir davantage d'espace au marché dans l'allocation des ressources. Mais seulement pour éliminer les interdictions excessives qui saturaient la vie quotidienne et l'administration de Cuba «*socialiste*», obligeant la majorité de la population à se réfugier dans d'innombrables pratiques sociales de survie et de simulation. Surtout pendant les années de la *Période spéciale*; bien que le triomphe de Chavez au Venezuela ait incité les autorités cubaines à revenir au modèle centralisé et étatisé.

Un retour au centralisme et à la litane du socialisme étatiste qui entre à nouveau en crise en juillet 2006 avec la quasi-disparition de Fidel - en raison de graves problèmes de santé - et son remplacement provisoire par son frère Raúl, conscient de la situation économique critique et de l'apathie sociale qui règne à Cuba malgré les joyeuses subventions vénézuéliennes. Une situation, difficile à maintenir, qui l'oblige à appeler au changement et à convoquer en 2007 un «*débat populaire*» pour fixer les orientations de la politique économique et sociale de Cuba. Un débat sans importance, mais nécessaire pour justifier l'ampleur et le rythme des nouveaux changements que Raúl a annoncés dans son discours inaugural: «*En décembre, j'ai parlé de l'excès d'interdictions et de réglementations, et dans les semaines à venir, nous commencerons à éliminer les plus simples*».

En effet, en mars, les interdictions les plus «*simples*» et les plus absurdes sont éliminées, de sorte que les Cubains peuvent séjourner dans n'importe quel hôtel de leur pays, louer une voiture ou une moto de tourisme et passer leurs vacances dans un établissement touristique de l'île, y compris *Varadero* (en fonction de leurs ressources), ainsi que vendre un bien immobilier sans autorisation préalable. Mais ce n'est qu'en 2011 que les autorités ont décidé de donner un nouvel élan au travail indépendant en approuvant 181 activités, et deux ans plus tard 201 autres métiers, en plus d'autoriser les Cubains à quitter légalement le pays pendant deux ans sans perdre le droit de résidence. Un réformisme progressif qui franchit une nouvelle étape avec les nouvelles mesures migratoires, de 2016 et 2018, facilitant les visites temporaires des Cubains ayant quitté illégalement le pays avant 2013.

Des étapes réformistes et ouvertes auxquelles il faut ajouter le nouveau plan de mesures économiques annoncé par l'actuel président de la République, Miguel Mario Diaz-Canel Bermúdez, endossé par Raúl comme président du PCC depuis qu'il lui a transmis la présidence de l'État le 10 octobre 2019.

Un plan qui, outre «*l'unification monétaire et des échanges*» et l'élimination de la liste des activités autorisées dans le secteur privé, les laissant interdites à seulement 124 professions, sera appliqué «*sur la base de la garantie à tous les Cubains d'une plus grande égalité des chances, des droits et de la justice sociale, ce qui ne sera pas possible par l'égalitarisme, mais en favorisant l'intérêt et la motivation pour le travail*».

La dérive de la Révolution vers le capitalisme privé

Face à une telle évaluation des limites et de la direction prise par les changements à Cuba, comment ne pas conclure que la révolution socialiste cubaine est de moins en moins socialiste (capitalisme d'État) et de plus en plus capitaliste privée?

Une dérive décidée par cette direction face aux propositions et tentatives - de l'intérieur et de l'extérieur du mouvement révolutionnaire - de démocratiser et d'orienter le socialisme proclamé de cette Révolution vers des objectifs réellement émancipateurs. Ces propositions et tentatives ont été rejetées et réprimées avec un zèle égal ou supérieur à celui de l'aile droite en exil à Miami pour réinstaller la démocratie bourgeoise à Cuba.

Une dérive que le nouveau plan Diaz-Canel tente de justifier en invoquant l'«*efficacité économique*» et l'«*élimination des subventions excessives et des gratifications indues*» pour justifier cyniquement la «*transformation des revenus*» et fêter la nouvelle année et le 62^{ème} anniversaire de la Révolution en «*famille*» selon le potentiel de chaque poche: certains dans des palais et d'autres dans des cabanes, comme dans n'importe quel pays capitaliste.

Les perspectives

Malgré les fréquents revers de l'histoire et le fait que rien ne nous permet d'être sûrs qu'elle ait un sens, l'avenir de l'histoire semble se diriger vers des horizons de plus en plus démocratiques et émancipateurs; mais, à Cuba, rien n'indique que les perspectives immédiates sont ainsi.

Que ce soit à cause de l'effet des changements produits pendant les 62 ans de la Révolution ou à cause de la répression (dans certains cas extrême) de la dissidence et de l'exode massif provoqué par l'impérieuse nécessité pour la majorité du peuple cubain de trouver un moyen de survivre dans un pays où tout dépend de l'État, il n'a pas été possible à Cuba d'articuler une opposition capable d'être une véritable alternative au régime. Et encore plus en ces temps où le spectre politique est si fragmenté et polarisé.

Pour cette raison, bien que, dans un tel contexte il y ait des explosions sociales et qu'il y ait beaucoup de frustration et de mécontentement, chacun à sa façon empêche les oppositions qui se manifestent d'être des perspectives réellement émancipatrices pour la société cubaine. C'est le cas du *Mouvement de San Isidro* et des mobilisations pour exiger un dialogue avec les autorités, ainsi que de la dernière mobilisation menée par 300 cubains - de différentes couches professionnelles et idéologiques résidant à Cuba ou à l'étranger - qui ont envoyé une «*Lettre ouverte au président Joseph R. Biden, Jr.*» pour lui demander de mettre fin au blocus de Cuba.

Une lettre, publiée par *La Joven Cuba*, dans laquelle bien que l'on reconnaisse que «*les États-Unis ne sont pas les seuls responsables des problèmes auxquels le pays est confronté*» et que l'on est encore loin d'un «*Cuba totalement démocratique*», il n'est pas clairement indiqué (bien que certains des signataires le

reconnaissent en privé) que c'est le blocus interne qui empêche la solution de ces problèmes et la réalisation de cet objectif. En outre, aucune de ces initiatives ne remet en question la dérive du capitalisme d'État prévalant à Cuba vers le capitalisme privé. Une dérive qui, en plus d'être promue par le secteur des affaires de la Révolution, est la principale revendication de l'opposition de droite à Miami.

Ainsi, quel que soit le bruit médiatique fait autour de ces initiatives, ce n'est pas à partir d'elles que des perspectives émancipatrices ou même démocratisantes s'ouvriront pour le peuple cubain. Non seulement parce que la dérive vers le capitalisme privé ne l'est pas, mais aussi parce que cette dérive est compatible avec le maintien de la dictature. Car, si l'on dit souvent que capitalisme rime avec démocratie, la vérité est qu'il existe de nombreux exemples montrant qu'il rime très bien avec des dictatures de toutes sortes.

Face à cette évidence, la seule perspective est celle du statu quo révolutionnaire autoritaire, du gouvernement à parti unique, avec l'extension de l'économie d'entreprise à tous les secteurs d'activité économique (sauf les 124 interdits), dans un processus graduel contrôlé par l'élite qui n'a pas cessé de contrôler le gouvernement et le parti pendant les 62 ans de la soi-disant «*Révolution cubaine*».

Bien sûr, être conscient de cela ne nous empêche pas de continuer à souhaiter une *«société où toutes les affaires publiques sont résolues par l'auto-organisation de ceux d'entre nous qui vivent, travaillent, créent et aiment, à Cuba et sur la planète»*, comme le souhaitent les libertaires cubains. Une société *«où il n'y aura pas de travail salarié, pas d'imposition de l'autorité, pas de culte de la personnalité, pas de violence directe, structurelle ou symbolique, pas d'hyper-compétitivité, pas de bureaucratie, pas de décisions aux mains d'une élite, pas de concentration des richesses et pas d'appropriation inégale des connaissances»*, comme celle que nous souhaitons et pour laquelle se battent tous les libertaires de la planète. Car, malgré le fait que *«la détérioration organisationnelle actuelle de la classe ouvrière et des segments les plus précaires de la société cubaine»* et du monde rendent un tel désir irréaliste dans l'immédiat, l'histoire des peuples n'a cessé de démontrer que rien n'est définitivement écrit pour toujours et que, par conséquent, il n'est pas utopique de le souhaiter. En plus d'être de plus en plus nécessaire d'avancer vers elle - pour des raisons de justice sociale et de survie de l'humanité face aux menaces sanitaires et environnementales actuelles - dans tous les pays de la planète face au fiasco catastrophique du capitalisme privé et étatique.

Octavio ALBEROLA, mars 2021,
Traduction: Daniel Pinós.
